

INTRODUCTION

Monnaies, territoires, société et transformation. Ces quatre termes forment le point de départ de cet ouvrage. Ces concepts demeurent en effet, dans la majorité des cas, des points aveugles de la théorie économique, tout au moins sont-ils rarement pensés en interrelation. Nous tenterons ici d'ouvrir une réflexion sur la nécessité d'articuler ces notions dans le contexte de crise systémique (à la fois économique, sociale, environnementale et culturelle) que nous traversons. Il est plus que temps, en effet, d'imaginer des solutions novatrices capables de répondre aux défis contemporains. Cela suppose de repenser le « faire société », nos façons d'agir et d'être, et d'enclencher une véritable transition écologique, sociale et démocratique s'inscrivant dans une société du *buen vivir*¹.

Cette crise systémique nous invite à reconsidérer notre modèle de développement et à inventer un nouveau projet de société ancré dans la démocratie, le bien-être individuel et collectif, la coopération, le partage équitable des ressources, la participation citoyenne et le « faire commun » (Bollier, 2014). En d'autres termes, cette transformation touche à l'ensemble des sphères économique, sociale mais surtout culturelle et symbolique, notamment en déconnectant la consommation matérielle du bien-être censé en découler. Les territoires et leurs acteurs sont la clé de voûte de l'implication citoyenne et de la démocratie par la mise en œuvre d'expérimentations concrètes comme les « monnaies sociales et complémentaires », ouvrant ainsi la voie à une transformation de nos sociétés. La monnaie constituant à cet égard un puissant levier de changement, il s'agira d'ouvrir ici un double débat.

1. Issu des cosmovisions indiennes, ce concept désigne une forme de bien-être reposant sur l'équilibre des échanges entre les hommes, mais aussi et surtout entre l'homme et la nature. Limiter la croissance, ne pas saccager la nature, utiliser des modes de production « doux », partager les ressources et renoncer à la propriété sont autant de principes directement inspirés du *buen vivir*.

Le premier porte sur l'intérêt – et peut-être l'urgence – de penser la monnaie dans sa capacité transformatrice : les monnaies sociales et complémentaires, par la grande variété de leurs pratiques, nous invitent à repenser l'organisation monétaire. Leurs logiques *bottom-up* (par le bas, ascendante), intégrant l'imbrication entre les différentes échelles du pouvoir monétaire mais à partir d'un dispositif pyramidal renversé, remettent à l'ordre du jour la question de la démocratie comme nécessairement au cœur d'un système économique posant des principes de *relocalisation* (du débat, de l'économie et de la finance, de la production, etc.). Ce faisant, elles interrogent et remettent en cause l'imaginaire monétaire dominant en introduisant une *pluralité monétaire* (pluralité des institutions, des souverainetés, des usages, des formes, des objectifs, des impacts). En effet, la plasticité des systèmes monétaires à l'échelle d'un territoire ou d'une communauté – ainsi que les possibilités ouvertes par l'utilisation des principes monétaires à des fins définies par des groupes spécifiques d'acteurs, y compris de citoyens – reste trop peu étudiée. Plusieurs facteurs contribuent à entretenir cet angle mort : la représentation commune de la monnaie comme objet de souveraineté coupé des dynamiques citoyennes ; le champ d'influence encore trop restreint de la plupart des monnaies sociales et complémentaires ; leur dimension souvent folklorique, conviviale et joyeuse, qui tranche avec le sérieux de la fonction monétaire et son inscription dans l'univers bancaire et technocratique.

Le second débat porte sur les chemins qu'empruntera cette transition, sur le rôle et la place des territoires, ainsi que sur les formes nouvelles d'expression et d'action adoptées par la démocratie. En cela, les territoires sont de plus en plus reconnus comme des échelles pertinentes pour penser et initier des transformations, au travers d'articulations revisitées avec les autres échelles territoriales. Ces réflexions – et pratiques – novatrices réclament une véritable stratégie de développement territorial pratiquant mieux l'hybridation d'outils-leviers multiples et combinables, l'interaction pragmatique et politique d'acteurs aux intérêts divers, voire divergents, tout en repensant les modes de gouvernement afférents, recomposant ainsi le tissu matriciel de nos rapports sociaux.

L'objet de cet ouvrage est de dessiner, dans une perspective territoriale et sociétale, une vue d'ensemble de ces fameuses « monnaies

sociales et complémentaires ». Par cette expression, il faut entendre une unité de compte spécifique, développée à l'initiative d'un groupe d'acteurs (citoyens, entreprises, collectivités locales, associations, fondations et organisations privées sans but lucratif, etc.) réunis au sein d'un réseau et sur un territoire délimité, permettant de comptabiliser et de régler des échanges de biens et de services. Qualifiées aussi parfois de citoyennes, associatives, communautaires, alternatives, locales, libres ou plurielles, ces monnaies se développent de plus en plus dans les pays du Nord comme du Sud. Selon les langues, certains termes sont privilégiés ; de manière générale, ces choix terminologiques font sens dans la mesure où ils renvoient à des différences dans les objectifs et dans les moyens qui peuvent être considérables. Mais nous n'entrerons pas dans cette discussion et, puisqu'il faut faire un choix, nous utiliserons la terminologie de « monnaies sociales et complémentaires² », les monnaies étudiées ici ayant pour objectif la transformation *sociale* en interrogeant le « faire société » et leur usage étant *complémentaire* à d'autres pratiques et politiques de transition.

Si ces monnaies sont diverses, tant dans leur architecture monétaire que dans les moyens mobilisés et les démarches mises en place, elles n'en partagent pas moins des mobiles communs, comme le soutien à des dynamiques territoriales socioéconomiques et politiques, l'instauration de nouvelles pratiques économiques reposant sur de nouvelles normes (sociales et environnementales) et le développement de la capacité d'agir des individus et des communautés. S'il est relativement aisé de voir dans le développement et l'émergence de ces différentes monnaies une réponse à la crise économique, certaines d'entre elles s'inscrivent résolument dans un projet politique transformateur plus vaste, où il s'agit d'interroger en profondeur le « faire société ». Si nous avons choisi de concentrer notre propos sur ces MSC, c'est bien parce qu'elles permettent de repenser la place des territoires, de la monnaie et notre relation à l'économie. L'enjeu est en effet d'en faire des vecteurs de la construction d'une

2. MSC dans la suite du livre.

société socialement juste, écologiquement responsable, humainement décente et politiquement démocratique.

Quelles sont ces monnaies et à quoi servent-elles? En quoi permettent-elles de repenser notre rapport à la monnaie? Quelles sont leurs limites et conditions de réussite? Quels effets de levier identifier pour les promouvoir et asseoir leur impact? Dans quelle mesure sont-elles des moteurs de la transition? C'est à ces questions que cet ouvrage se propose de répondre.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
<hr/>	
I. LE POINT DE DÉPART	11
> Quelle place pour l'économie ? Vers un double encastrement	11
> Les territoires : systèmes complexes de relations et lieux de conciliation des enjeux systémiques	15
> ... et la monnaie dans tout ça ?	17
> Une brève histoire des MSC	22
<hr/>	
II. LES ENJEUX TERRITORIAUX DES MSC	39
> La territorialisation des activités	40
> La dynamisation des échanges sur le territoire	48
> La transformation des pratiques, des modes de vie et des représentations sociales	53
<hr/>	
III. PERSPECTIVES ET PROPOSITIONS	65
> Sensibiliser et mobiliser	65
> Articuler, intégrer et fédérer : la complémentarité des MSC	78
<hr/>	
IV. DU MÉSOÉCONOMIQUE AU MACROÉCONOMIQUE	95
<hr/>	
RÉFÉRENCES	99